

## **L'ALGERIE AU CŒUR DES TRANSFORMATIONS REGIONALES : PERSPECTIVES DE REDEPLOIEMENT**

**Younes Bahri\*. NESA Alumnus, Consultant**

La puissance d'un état est souvent définie dans la littérature comme étant la somme des atouts qui lui permettent d'atteindre ses objectifs, même lorsque ceux-là se heurtent aux objectifs et des volontés d'autres acteurs internationaux.

### **Rétrospective d'une décennie tendue et compliquée**

Alors que la vague de soulèvements dénommés abusivement « Printemps Arabe » provoquait des chamboulements spectaculaires dans la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) dès Décembre 2010, l'Algérie s'est engagée dans une série de réformes politiques, sociales et économiques de seconde génération, visant à relancer la dynamique interne, et à prévenir toute forme de turbulence. Ces réformes étaient accompagnées d'actions diplomatiques régulières dans le but de rassurer les partenaires étrangers, mais aussi de positionner le pays sur l'échiquier des dossiers d'une région instable, marquée par l'effondrement de Nations telles que la Libye et – à degré moindre – la Tunisie. Par ailleurs, L'Algérie s'est toujours opposée avec fermeté à toute intervention étrangère dans la région, en plaidant pour les solutions politiques et en insistant sur la priorité des riverains et des pays voisins pour mener les dialogues nécessaires, sous l'égide des organisations internationales telles que l'ONU et l'UA. Cette posture imposait une certaine symétrie dans le dialogue du pays avec ses partenaires à propos des différents dossiers de défense et de lutte contre le terrorisme.

Mais en dépit de son opposition à une présence militaire étrangère dans la région, l'Algérie a toujours adhéré aux initiatives bilatérales et collectives susceptibles de renforcer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Cela s'est traduit, notamment, par les différentes visites de responsables du Département de Défense Américain et du Commandement d'AFRICOM ; la mise en place du CEMOC (Comité d'Etat-Major Opérationnel Conjoint) en 2010 - malgré les manœuvres engagées par certains Etats pour sa mise à l'échec ; et la collaboration anti-terroriste régulière avec la Tunisie. L'Algérie a également impulsé la création d'AFRIPOL en 2015, une agence perçue comme l'un des projets les plus ambitieux en termes de coopération sécuritaire en Afrique.

En 2019, le pays est secoué par le déclenchement dès le 22 Février d'un mouvement populaire à caractère pacifique dit « Hirak » similaire aux mouvements colorés, lequel a conduit à la démission du Président Bouteflika en Avril de la même année. Deux jours plus tard seulement, les événements en Libye prennent une nouvelle tournure avec le déclenchement de confrontations armées ouvertes entre les forces de L'Armée Nationale Libyenne (ANL) du Maréchal Haftar -appuyées par la Russie et les Emirats Arabes Unis-, et les forces du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) d'El-Sarradj, reconnu par la communauté

internationale -avec l'appui de la Turquie-. La guerre par procuration (Proxy War) y devient alors assumée. Durant cette période, l'Algérie a continué à mobiliser son appareil diplomatique pour éviter que le dossier ne lui échappe, quitte maintenir un statu quo en attendant d'avoir une meilleure visibilité.

Après une période transitoire, des élections présidentielles sont enfin organisées le 12 Décembre 2019 mettant fin à une période de latence de plus de neuf mois, et Abdelmadjid Tebboune est élu Président de la République à la majorité des votants. Une de ses promesses de campagne électorale est de s'impliquer activement dans la résolution du conflit en Libye en en faisant une question de sécurité nationale. Cela s'est concrétisé dès les premières semaines qui ont suivi son intronisation par la visite de Fayez El-Sarraj, puis par sa participation au Sommet de Berlin sur la Libye le 19 Janvier 2020. Pendant ce temps-là, Chefs d'Etat et Ministres de plusieurs pays se relayaient en Algérie (13 visites officielles entre Janvier et Mars 2020), et la diplomatie algérienne multipliait ses activités.

Aujourd'hui, l'Algérie fait face à une crise multidimensionnelle interne, marquée par les effets de la pandémie du Coronavirus, ainsi que par la maladie du Président infecté par la Covid-19 et sa convalescence en Allemagne qui a duré Soixante jours avant son retour au pays le 29 Décembre 2020. Et c'est dans ce contexte que le dossier du Sahara Occidental a pris une nouvelle tournure. D'abord, une confrontation militaire armée se déclenche le 13 Novembre 2020 entre l'armée marocaine et les forces du Polisario aboutissant à une déclaration de Guerre par le Polisario et son annonce de mettre fin au cessez-le-feu -en vigueur depuis 1991-. Puis, le Maroc et Israël sous l'impulsion des Etats-Unis d'Amérique signent l'accord de normalisation des relations bilatérales en contrepartie, entre autres, de la reconnaissance des Etats Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental. L'Algérie est ainsi prise en étau sur le plan régional par des crises et conflits de grande intensité, avec deux conflits armés : l'un aux frontières Est et l'autre aux frontières Ouest du Pays. Et, après une phase de « repli » (sorties réactionnaires de responsables politiques à propos d'événements tels que la résolution du parlement de l'UE sur la situation des Droits de l'Homme en Algérie, ou encore les déclarations du Président Français Macron qualifiant la situation interne en Algérie de transition) ; l'Algérie se retrouve à priori dans l'obligation de se redéployer, en reconsidérant ses alliances et en redéfinissant son positionnement stratégique sur l'échiquier régional et international. Quelles perspectives pour un tel déploiement ?

### **Renforcer et consolider les institutions en interne**

Avant toute chose, l'Algérie puisera sa légitimité sur le plan international de la stabilité de ses propres institutions. Le pays s'est penché depuis presque une année sur l'achèvement de deux chantiers structurels majeurs. D'abord, la préparation puis l'adoption par référendum à la majorité des votants d'une Constitution révisée ; puis le renouvellement des organes de gouvernance (avec des élections législatives et locales prévues au cours de l'année 2021).

## Redéfinir le positionnement stratégique et les alliances

L'aboutissement de ces processus structurels internes, permettront à l'Algérie de prétendre de nouveau au rôle d'acteur principal et incontournable dans la région. Le passé de l'Algérie, ainsi que ses doctrines diplomatique et militaire limiteront les risques de rééditer le scénario Turque\*<sup>i</sup>. Le pays va devoir, selon nombre d'observateurs, passer à « l'offensive » vis-à-vis des dossiers des pays riverains, et ce, via une oscillation entre une diplomatie dite du « big stick\*<sup>ii</sup> » et une diplomatie coercitive\*<sup>iii</sup>. Cela ne peut s'accomplir qu'en activant l'ensemble des canaux formels et informels nécessaires. Et devra passer par plusieurs étapes-actions :

- Privilégier les alliances basées sur l'intérêt mutuel et les enjeux communs et partagés. Ce repositionnement stratégique de l'Algérie ne pourra se faire que sur la base du principe du **positive-sum-game**, au lieu de celui du **zero-sum-game** (prédominant chez les pays en voie de développement en raison de la grande "asymétrie" des rapports. Tout en renforçant ses liens avec ses alliés traditionnels tels que la Chine, la Russie, l'Algérie continuera à explorer les pistes des rapprochements réalisés au cours des dix dernières années avec des pays tels que la Grande Bretagne post Brexit, les Etats Unis d'Amérique, et l'Afrique du Sud pour une résonance plus globale. Les relations avec la France vont devoir dépasser la phase des rhétoriques populistes, pour aboutir à la définition d'un nouveau cadre de partenariat dont les fondements demeurent historiques. Il est à remarquer que le Document Cadre de Partenariat (DCP) régissant les relations bilatérales entre les deux pays n'a pas été renouvelé depuis son expiration en 2017. Il en est de même pour l'Union Européenne, avec la réévaluation de l'Accord d'Association initié avec le processus de Barcelone.
- Déprioriser les engagements vis-à-vis d'alliances obsolètes telles que l'Union du Grand Maghreb, idéal persistant mais vide de toute perspective de concrétisation, ou la Ligue Arabe, entité « folklorique » n'ayant eu aucun rôle d'influence à jouer dans les dossiers de la région. Ces appartenances ont souvent été présentées à l'opinion publique comme des évidences à travers des considérations idéologiques et dogmatiques. L'Union Africaine (UA) demeure quant à elle un terrain favorable pour l'Algérie afin de rétablir son influence sur les divers dossiers du continent africain.
- Prendre en main les dossiers sécuritaires de la région. Avec une Libye en déconfiture global et un Sahel plongé dans ses conflits de faible intensité ; il y va de la sécurité interne du pays de prendre des mesures fermes à l'égard des pays concernés. La prise en charge des dialogues politiques inclusifs et des actions de médiation (à l'image de l'accord d'Alger sur le Mali en Juin 2015, et la réunion d'Alger sur la Libye en Janvier 2020) pourrait être appuyée par des démonstrations de puissance, notamment à travers des exercices militaires aux frontières du Pays.

La réactivation de coalitions telles que le CEMOC et la dynamisation d'AFRIPOL permettront à l'Algérie de se placer au centre des enjeux sécuritaires de la région, et ce, tout en exerçant plus de pression pour dénoncer les relations incestueuses qu'entretiennent certains états avec les groupes terroristes.

- Prendre du recul émotionnel par rapport au conflit qui oppose le Maroc au Sahara Occidental tout en maintenant la position de principe de l'Algérie considérant le dossier une affaire de décolonisation qui doit être réglée dans le cadre des résolutions des Nations Unies. L'Algérie va devoir adopter une posture adaptée aux récents événements. En effet, plusieurs parties commencent à se démarquer de la question sahraouie considérant la décision prise par Le Front du Polisario à mettre fin au cessez-le-feu suite aux attaques marocaines à Guerguarat en Novembre 2020, comme une erreur stratégique malgré les violations répétées perpétrées par le Maroc. Cela a été notamment le cas du député Allemand Joachim Schuster, qui a quitté la direction de l'intergroupe parlementaire « Paix pour le Peuple Sahraoui » du Parlement Européen le 16 Décembre 2020. L'Algérie va ainsi devoir mettre plus de pression en appelant le Front Polisario à un retour à la table des négociations et donner une autre chance à la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental) pour l'organisation d'un Référendum d'autodétermination pour le peuple Sahraoui. Cette posture permettra également d'absorber progressivement les tensions avec le Maroc en vue de l'ouverture de canaux de dialogue.
- Capitaliser l'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et les fléaux corollaires. Faisant toujours valoir son expertise dans le combat contre le terrorisme national et transnational, et dans les processus de réconciliation et de concorde civile. L'Algérie va devoir faire un travail de fond pour modéliser cette expérience et en faire un véritable Modus Operandi dans la lutte et la prévention contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en prenant en charge tous les axes : militaire, idéologique, socio-économique et culturel.

### **Sensibiliser le citoyen aux différents enjeux**

Les dangers qui guettent l'Algérie rendent l'enjeu de l'adhésion populaire à cette vision de redéploiement international plus que jamais nécessaire. Avec les efforts actuels pour rétablir la confiance sur le plan vertical, entre le peuple et l'élite gouvernante, cette adhésion ne peut être atteinte qu'à travers une véritable stratégie de communication offensive qui fait intervenir un large arsenal d'outils et de canaux pour un triple objectif : Informer, Sensibiliser/Former et faire Adhérer. Loin de toute approche populiste et de tout discours alarmiste, cette communication aura également pour but d'amener le citoyen algérien à mieux s'approprier la notion « d'intérêt national » et de l'accompagner à réaliser que ces intérêts ne peuvent être atteints qu'à travers l'inscription de l'Algérie dans les diverses dynamiques régionales et internationales.

Parlant de guerre cybernétique, des experts algériens en géostratégie ont estimé récemment, à l'occasion d'interventions médiatiques, que Le grand défi actuellement était de préparer l'opinion publique nationale à cette guerre qui est à nos portes et que les esprits allaient devoir être réveillés sur cette réalité et d'y faire face avec sérénité. Ces actions de pédagogie devront, nécessairement, impliquer aussi bien les spécialistes de la communication, et les Leaders d'Opinion Clés (Key Opinion Leaders) que les acteurs des différentes formations politiques, des Organisations Non Gouvernementales et de la Société Civile dans une forme collaborative intelligente et ce, en évitant de transformer ces derniers en des caisses de résonance vides, mais en les accompagnants à s'approprier réellement ces enjeux dans le temps et dans l'espace.

*\* Younes Bahri est Alumnus du Centre NESAs pour les études stratégiques (NDU-Washington DC). Il a à son actif une expérience de dix ans dans la gestion de projets et programmes de coopération internationale et de développement. Il est, également, partie prenante dans divers groupes de travail internationaux 'Track II' du système des Nations Unies.*

---

<sup>i</sup> La Turquie s'était adonnée à une politique de Zero-sum-game, en accumulant les risques d'intérêts divergents. Forte d'une économie fleurissante et avec un bon élan, mais à force de courir plusieurs lièvres à la fois, du moins jusqu'à 2015, et d'avoir surestimé ses forces, la Turquie a échoué dans plusieurs dossiers. Ce qui l'a poussée à passer à l'offensive plus tard avec des implications aventurières dans divers dossiers, afin d'arracher par la force ce statut de puissance régionale (Guerre en Syrie, Bataille de Tripoli en Libye, Tensions dans la méditerranée de l'est, et la crise au Karabakh). Tout cela a mis la Turquie dans une position opposée à celle qu'elle a travaillé pendant des années à cultiver, à savoir l'idée de se positionner comme acteur clé dans les dynamiques et alliances internationales dans le moyen orient, tout en renforçant ses liens avec l'Europe.

<sup>ii</sup> "Big Stick Diplomacy" est une approche diplomatique qui consiste à favoriser le dialogue dans les négociations tout en se dotant de la force nécessaire (notamment militaire) à déployer en cas d'échec des autres canaux.

<sup>iii</sup> La diplomatie coercitive consiste à pousser une partie à changer son attitude compromettante à travers la menace de l'utilisation de la force, ou à travers l'utilisation limitée de la force.